

LA CROIX 13 JUIN 1958

Les commentaires de François Roussel

## L'OCCIDENT ET LE MOYEN-ORIENT

**A**VANT de quitter Washington, pour Ottawa, M. Mac Millan s'est entretenu avec les journalistes, et l'un d'eux lui a posé cette question : « A la réflexion, croyez-vous que l'affaire de Suez, en automne 1956 (l'attaque franco-britannique à Port-Saïd), ait été une erreur ? »

Le premier ministre britannique a répondu par un retentissant « non », et il a ajouté : « A mon avis, la tragédie a été que l'entreprise n'ait pas réussi. Mais elle était saine, honorable et justifiée. »

On sait pourquoi l'entreprise n'a pas réussi : les menaces soviétiques, l'hostilité des Etats-Unis et les pressions de l'O. N. U. ont fait fléchir la volonté de Paris et de Londres — plus particulièrement celle de Londres — d'aller jusqu'au bout.

A cette époque, la Russie écrasait dans le sang le soulèvement patriotique hongrois et l'on a tenté de donner — bien que les circonstances ne fussent pas les mêmes — mauvaise conscience aux dirigeants français et anglais.

Bien sûr, Moscou ne regrette pas d'avoir stoppé l'opération de Suez. Il n'est pas sûr que Washington s'en félicite aujourd'hui. Les dépêches nous disent que la déclaration de M. Mac Millan aux journalistes a été saluée par une ovation.

Depuis lors, les événements se sont précipités au Moyen-Orient où l'influence occidentale a cédé du terrain à l'influence soviétique. En Afrique et en Asie, l'échec franco-britannique a eu un profond retentissement et M. Spaak ne cesse de dire que l'O. T. A. N. est en train de se laisser déborder par les flancs.

Avec la complicité des Russes, Nasser, vainqueur final de l'opération de Suez, bien que battu sur le terrain militaire, a absorbé la Syrie et il tente actuellement de soumettre le Liban. S'il devait réussir, il ne s'arrêterait pas en si bon chemin et, à leur tour, l'Irak et la Jordanie seraient menacés.

La politique à courte vue de Washington porte ses fruits. C'est tout le Moyen-Orient qui peut devenir un bastion soviétique, si un redressement de sa politique, en plein accord avec ses alliés de l'O. T. A. N., et particulièrement de Paris et de Londres, n'intervient pas rapidement.

L'O. N. U. va envoyer des observateurs, peut-être des

« casques bleus », aux frontières syro-libanaises. Est-ce suffisant pour désarmer les nassériens du Liban et d'ailleurs ? Ce n'est pas certain. Washington pense même le contraire, puisqu'il vient de faire savoir que les Etats-Unis sont en train de livrer — ou s'approprient à le faire — un nombre limité de tanks et d'avions au Liban, à la Jordanie et à l'Irak, en application d'une décision prise antérieurement.

Les motifs de cette décision, qui appuie les manœuvres de la 7<sup>e</sup> flotte américaine en Méditerranée orientale, et les précautions britanniques à Chypre, sont de deux ordres : la durée de la crise au Moyen-Orient et l'augmentation de l'aide militaire soviétique au gouvernement de la République arabe unie, gouvernement qui aide ouvertement la révolte libanaise.

On peut penser que la durée de la crise au Moyen-Orient est due, pour une grande part, à l'échec de l'opération de Suez en 1956 et au prestige qu'elle a donné au colonel Nasser. Celui-ci en a fait l'usage que l'on sait et si, comme l'assurent certains, il commence à trouver pesante la tutelle soviétique, il n'en reste pas moins prisonnier du Kremlin.

Le redressement occidental au Moyen-Orient sera donc difficile. Il exigera une collaboration totale entre les trois Grands et une grande souplesse diplomatique, car les problèmes à résoudre sont complexes.

Un exemple : l'affaire de Chypre. On apprend que M. Caramanlis, premier ministre de Grèce, a laissé entendre qu'il fonderait sa politique principalement sur ses rapports avec la Yougoslavie et les Etats arabes, c'est-à-dire avec les pays qui lui assurent leur plein appui dans une affaire devenue la principale pierre de touche de la politique hellénique.

Là encore, l'influence occidentale est en péril et il y a une grande partie à jouer pour maintenir dans l'Alliance atlantique la Grèce et la Turquie, divisées dans l'affaire de Chypre.

On veut espérer qu'au cours des prochaines entrevues qu'aura le général de Gaulle avec les dirigeants de Londres et de Washington, une action commune sera mise au point. Il ne faut plus retomber dans les erreurs de l'affaire de Suez.